

CGT-Educ'action, CNT, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNUEP-FSU, SNFOLC, SUD-Education,
Sgen Cfdt (Créteil et paris)

Collèges, lycées, lycées professionnels
GREVE ET MANIFESTATION
JEUDI 10 AVRIL 14H - RER Luxembourg

LE MINISTRE DOIT ENFIN ENTENDRE
LES REVENDICATIONS ET LES SATISFAIRE !

Le ministère a décidé d'aggraver brutalement la situation dans l'éducation nationale : **plus de 2000 postes supprimés pour la Région parisienne ! 280 à Paris, 848 à Créteil et 974 à Versailles.**

Alors que depuis 2003 se sont accumulées chaque année d'importantes suppressions de postes qui ont conduit nombre d'établissements dans des situations difficiles, la transformation de postes en heures supplémentaires aboutit à flexibiliser les services et les affectations des enseignants. La fermeture massive des sections de BEP par le biais de la généralisation des baccalauréats professionnels en 3 ans va exclure les élèves les plus en difficulté de toute possibilité de parvenir à un diplôme et générer la disparition d'un grand nombre des postes de PLP en quelques années. Et le gouvernement prévoit d'aller beaucoup plus loin encore avec la suppression programmée de 80 000 emplois d'ici à 2012 dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques et d'un « Livre Blanc » s'inspirant du rapport POCHARD que nous ne saurions accepter comme base de discussion.!

L'offre de formation sera alors réduite (ce qui est une application anticipée du rapport Pochard que nous rejetons, du choix du gouvernement de ne pas remplacer les départs en retraite et préfigure les réformes en préparation dans le second degré). Certains enseignements ne seront pas assurés tandis que les classes surchargées vont se multiplier, le nombre des dédoublements et des options s'abaisser. Ceci alors que, d'ores et déjà, il n'est pas rare que des élèves ne trouvent pas à s'inscrire dans la filière de leur choix ou que la possibilité de redoubler soit refusée à des élèves de Terminale ! Pour les enseignants, c'est la mise en cause de leurs garanties statutaires, la diminution du nombre de postes et l'augmentation des HSA, des compléments de service toujours plus nombreux, une précarisation accrue et une aggravation continue des conditions d'enseignement.

Le rétablissement pour la rentrée de moyens permettant à tous, personnels et élèves, de travailler correctement, passe par la satisfaction de nos revendications :

- Annulation des 2102 suppressions et création des postes nécessaires !
- Restitution des postes transformés en heures supplémentaires!
- Maintien des BEP ! Non à la généralisation des bac pro 3 ans !
- Ouverture de véritables négociations sur les métiers de l'éducation dans le respect des statuts et des missions et dans le sens d'une amélioration des conditions de travail.
- Réemploi et titularisation des personnels précaires.

Face à la mobilisation des personnels et des lycéens, appuyés par les parents, le ministre doit négocier, un collectif budgétaire doit être voté.

Les organisations syndicales et de parents d'élèves signataires attirent solennellement l'attention du ministre sur la nécessité de renoncer immédiatement à toute provocation et répression à l'égard des jeunes dont il faut souligner le sérieux avec lequel ils ont organisé les manifestations. Elles appellent à la vigilance et demandent la libération des manifestants interpellés et la levée des procédures judiciaires à leur encontre

Des dizaines et dizaines de délégations se sont rendues aux rectorats, aux IA et au ministère. Des milliers de pétitions ont été signées et déposées. Des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue.

Le ministre doit nous entendre.

L'intersyndicale région parisienne appelle les personnels du second degré à la GREVE ET MANIFESTATION JEUDI 10 AVRIL en direction du ministère.